

**Direction des travaux
publics, des transports
et de l'énergie du
canton de Berne**

Office de l'information géographique

Reiterstrasse 11
3011 Berne

Téléphone +41 31 633 33 11
Fax +41 31 633 31 10



Mise à jour périodique de la mensuration officielle

Documents d'appel d'offres Tprèp 2019

Date de traitement	:	27 juin 2019
Version	:	1.0
Numéro du document	:	DOCP#907899
Statut du document	:	Valable
Classification	:	Non classifié
Auteur	:	Mathieu Mazuez
Destinataires	:	Appel d'offres

Table des matières

1	INTRODUCTION.....	3
1.1	Objectif	3
1.2	Champ d'application	3
1.3	Termes et abréviations utilisés.....	3
1.4	Documents apparentés.....	3
2	CONTEXTE.....	4
2.1	Mise à jour périodique (MPD)	4
2.2	Portée du projet	4
2.3	Calendrier	4
3	ASPECTS ADMINISTRATIFS	5
3.1	Dépôts des offres et examen des dossiers	5
3.2	Structure de l'offre	5
3.3	Exigences formelles pour le dépôt des offres.....	5
3.4	Groupements.....	5
3.5	Table des matières de l'offre.....	6
4	AUTRES DISPOSITIONS CONTRACTUELLES.....	6
4.1	Confidentialité	6
4.2	Surveillance, état des travaux	6
4.3	Modalités de paiement.....	7
4.4	Obligation de s'assurer	7
4.5	Garantie et responsabilité	7
4.6	Copyright	7
5	EVALUATION ET ADJUDICATION.....	8
5.1	Critères d'exclusion (conditions)	8
5.2	Critères d'aptitude (critères OBLIGATOIRES).....	8
5.3	Critères d'adjudication	10
5.3.1	Matrice des points.....	10
5.3.2	Evaluation des offres.....	10
5.3.3	Conditions de participation et critères d'aptitude	11
5.3.4	Prix.....	11
5.3.5	Autres critères d'adjudication	11
6	ANNEXE	12
6.1	Modèle d'offre Tprép, MPD-étape 2019	12
6.2	Déclaration spontanée et pièces justificatives	12
6.3	Tableau des prix	12

1 Introduction

1.1 Objectif

Le présent document fait office de documentation pour l'appel d'offres relatif à la réalisation des travaux préparatoires (Tprép) dans le cadre de la deuxième opération de la mise à jour périodique (MPD 2.3) dans le canton de Bern.

1.2 Champ d'application

Le présent document sert de base à la mise au concours du projet « Mise à jour périodique de la mensuration officielle » et s'adresse à l'organe chargé des travaux préparatoires (AvS) soumissionnaire.

1.3 Termes et abréviations utilisés

OIG	Office de l'information géographique
MO	Mensuration officielle
AvS	Organe chargé des travaux préparatoires
Tprép	Travaux préparatoires
NfS	Organe chargé de la mise à jour
MPD	Mise à jour périodique de la mensuration officielle

1.4 Documents apparentés

- [1] Périmètre PNF 2.3 2019
- [2] Cahier des charges/descriptif du projet, Version 3.0
- [3] Modèle d'offre Tprép 2019, Version 1.0

2 Contexte

2.1 Mise à jour périodique (MPD)

Toutes les données de la mensuration officielle (MO) qui ne sont pas soumises à une mise à jour permanente sont mises à jour périodiquement.

Le cycle de mise à jour des données de la mensuration officielle ne doit pas excéder douze ans (art. 24 de l'ordonnance sur la mensuration officielle, OMO). Les couches d'information « couverture du sol » et « objets divers », qui ne sont pas soumises à une mise à jour permanente, sont actualisées au moyen d'orthophotos numériques et de données LiDAR.

2.2 Portée du projet

La présente procédure d'appel d'offres porte exclusivement sur la réalisation des travaux préparatoires.

Le périmètre du projet, à savoir les communes concernées, est délimité de manière contraignante dans le plan annexé.

Couches d'information à mettre à jour :

- couverture du sol, objets divers,
- éventuellement, adaptation de la géométrie de la couche nomenclature

184 communes sont concernées au total, pour une surface d'environ 461'000 hectares. Le périmètre détaillé est délimité de manière contraignante dans le plan annexé.

Les zones à bâtir (NT1&2) ne relèvent pas de la MPD ; les surfaces qui ont fait l'objet de travaux récents (en cours ou dont la reconnaissance par la Confédération remonte à moins de quatre ans, soit après 2015) en sont également exclues. La surface faisant l'objet de travaux dans le cadre de la MPD touche ainsi 164 communes sur env. 255'000 hectares.

2.3 Calendrier

La détection des différences entre l'ancien et le nouvel état a lieu du 01.10.2019 au 31.07.2020 (dix mois).

Les délais intermédiaires sont définis lors de la conclusion du contrat.

Il convient de livrer les données d'au moins 17 communes par mois (une fois les travaux sur les communes-test terminés). La livraison par étapes doit s'effectuer en fonction des ressources disponibles de l'organe chargé de la mise à jour compétent et être répartie en conséquence.

Il convient notamment, à l'issue des quatre premières semaines, de livrer une commune par organe chargé de la mise à jour (il y en a 13). Une fois que l'OIG a validé la procédure avec les communes-test, il est possible de procéder au reste des travaux préparatoires.

3 Aspects administratifs

La procédure d'appel d'offres se déroule sur la plateforme www.simap.ch.

Le soumissionnaire doit se conformer aux directives de **L'administration de la procédure** (voir publication sur www.simap.ch).

3.1 Dépôts des offres et examen des dossiers

Les offres doivent être dûment signées à la main et déposées dans le délai imparti (cachet d'un bureau de poste suisse ou du service adjudicateur faisant foi). Une fois l'offre envoyée, celle-ci ne doit plus être modifiée. Il n'est pas autorisé de faire plusieurs offres successives. Les offres doivent être transmises dans une enveloppe principale fermée mentionnant l'objet de l'appel d'offres (mention « *soumission Tprép MPD 2019* »).

Les offres sont ouvertes par l'adjudicateur. Ce dernier établit une liste des offres reçues conformément à l'article 23 de l'ordonnance sur les marchés publics (OCMP).

L'Office de l'information géographique (OIG) examine ensuite immédiatement les offres déposées afin de s'assurer que seules les offres correctes et réalistes soient prises en compte dans la suite de la procédure. L'examen se base sur les critères d'exclusion et les critères d'aptitude.

Les offres qui ne répondent pas aux critères mentionnés sont exclues de la suite de la procédure sur décision de l'adjudicateur.

Par ailleurs, les offres anormalement basses sont examinées conformément à l'article 28 OCMP.

En vertu de l'article 23, alinéa 4 OCMP, les soumissionnaires doivent pouvoir consulter le procès-verbal d'ouverture anonymisé dès l'ouverture des offres.

3.2 Structure de l'offre

La structure des offres est imposée et doit impérativement être respectée par les soumissionnaires (voir document « *Offre_Tprép2019* »).

3.3 Exigences formelles pour le dépôt des offres

Les dossiers d'appel d'offres doivent répondre aux exigences suivantes afin d'être pris en compte dans la suite de la procédure :

- être complets et dûment signés ;
- respecter la structure imposée ;
- être transmis sous pli fermé avec l'adresse de l'adjudicateur indiquée dans l'appel d'offres sous [simap.ch](http://www.simap.ch) et la mention « *soumission Tprép MPD 2019* » ;
- être transmis dans le délai imparti.

3.4 Groupements

Les communautés de soumissionnaires sont autorisées aux conditions suivantes :

Seule **une** des entreprises de la communauté de soumissionnaires dépose une offre. Elle est l'interlocutrice principale de l'adjudicateur et l'unique émettrice des factures. Les autres

entreprises de la communauté doivent être indiquées dans l'offre. Le formulaire « Déclaration spontanée » doit être signé par tous les participants.

3.5 Table des matières de l'offre¹

L'offre doit être structurée selon la table des matières suivante :

1. Indications concernant le soumissionnaire
2. Analyse du mandat
3. [Formulaire Déclaration spontanée](#) (disponible en ligne)
4. Critères d'aptitude
5. Critères d'adjudication
6. Prix (tableau annexe)

Le respect de cette structure permet d'une part au soumissionnaire de vérifier lui-même que toutes les informations requises ont été fournies et que tous les critères impératifs sont remplis. D'autre part, il permet à l'adjudicateur d'examiner et d'évaluer les offres. Le document Word fourni contient la table des matières ainsi que les chapitres correspondants.

4 Autres dispositions contractuelles

4.1 Confidentialité

Seules les personnes participant à l'établissement de l'offre peuvent avoir accès aux documents de l'appel d'offres. Toutes les informations en lien avec les documents d'appel d'offres doivent être traitées de manière confidentielle et ne pas être rendues accessibles à des tiers.

4.2 Surveillance, état des travaux

Le mandant et le service cantonal du cadastre ont en tout temps un droit de contrôle et d'information sur toutes les parties de l'ouvrage. L'exercice de ce droit ne change rien à l'obligation de respecter les clauses du contrat. Le service cantonal du cadastre peut en tout temps ordonner des modifications des prestations convenues.

Si les échéances convenues ne sont pas respectées, l'entrepreneur est automatiquement mis en demeure. Dans un tel cas de figure, le service cantonal du cadastre est autorisé à prendre les mesures appropriées. Si, notamment, l'entrepreneur est retard pour la remise des travaux, une peine conventionnelle de 3'000 francs par mois civil est exigible.

Si l'exécution du contrat par l'entrepreneur n'est plus possible (pour cause par exemple de décès, de radiation du registre des géomètres selon l'article 19 de l'ordonnance sur les géomètres [OGéom ; RS 211.432.261] ou de cessation de l'activité), le service cantonal du cadastre est habilité à prendre les mesures qui s'imposent.

Le résultat du travail (résultat provisoire et final) et la propriété intellectuelle appartiennent au canton de Berne.

¹ modèle disponible au format Word

4.3 Modalités de paiement

L'entrepreneur a droit à des acomptes jusqu'à concurrence d'au moins 90 pour cent de la valeur du travail fourni pour autant que le montant de chaque acompte dépasse 20'000 francs. Il établit une demande d'acompte qu'il transmet à l'OIG en joignant une liste de toutes les prestations fournies depuis le début de travaux.

L'acompte est exigible dès réception par l'Office de l'information géographique de la demande dûment établie et doit être payé dans les 30 jours. Si l'entrepreneur est mis en demeure, il ne peut plus prétendre au paiement des acomptes.

4.4 Obligation de s'assurer

L'entrepreneur est tenu de conserver soigneusement tous les plans et les données. Il doit également les assurer à ses frais contre les dommages de toutes sortes jusqu'à leur remise :

- assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages corporels et matériels à hauteur d'au moins un million de francs ;
- couverture pour les dommages économiques d'un montant minimal de 500'000 francs.

Sur demande, l'entrepreneur en fournit la preuve.

4.5 Garantie et responsabilité

Sauf indication contraire dans le contrat, les dispositions du Code suisse des obligations (CO) sont applicables.

4.6 Copyright

Tous les documents mis à la disposition du soumissionnaire sont la propriété de l'OIG. La reproduction et la transmission des documents ou d'une partie de ceux-ci requièrent une autorisation écrite de ce dernier.

5 Evaluation et adjudication

5.1 Critères d'exclusion (conditions)

L'[article 24 OCMP](#) énumère différentes exigences auxquelles doit satisfaire une offre afin d'être valable. Une offre doit correspondre exactement à l'appel d'offres et ne doit par conséquent pas s'écarter du produit demandé. Ce principe est essentiel pour pouvoir comparer les offres entre elles. Les offres doivent également être complètes, c'est-à-dire que le soumissionnaire doit fournir toutes les informations demandées.

Les soumissionnaires doivent remplir sans réserve les conditions de participation décrites ci-après.

Si une condition n'est pas remplie, l'offre n'est pas examinée plus avant. La décision d'exclusion est communiquée au soumissionnaire.

N°	Critère	
V_01	L'offre doit remplir les conditions figurant au chapitre 3.	Voir Aspects administratifs

5.2 Critères d'aptitude (critères OBLIGATOIRES)

Ces critères doivent permettre déterminer quelles sont les offres démontrant qu'elles sont à même de fournir les prestations de l'organe chargé des travaux préparatoires mises en adjudication. En application de l'[article 16 OCMP](#), l'OIG fixe les critères ci-après, qui sont ensuite précisés pour les mandats de mensuration officielle.

Si l'un des critères d'aptitude n'est pas rempli, l'offre n'est pas examinée plus avant. La décision d'exclusion est communiquée au soumissionnaire.

N°	Critère	
E_01	Exigences professionnelles : L'organe chargé des travaux préparatoires est représenté par une personne possédant la formation et l'expérience nécessaires dans les domaines pertinents pour le projet. Les exigences suivantes doivent être satisfaites : <ul style="list-style-type: none"> • maîtrise des procédures dans la mensuration officielle (mise à jour de la MO), • connaissances techniques approfondies de la mensuration officielle et en particulier des différentes normes de qualité. 	Fournir /énumérer les preuves
E_02	Ressources suffisantes : L'entreprise mandatée pour les Tprép doit s'assurer qu'elle dispose des ressources en personnel nécessaires. <ul style="list-style-type: none"> • Les personnes clés (chef de projet et la personne qui assure sa suppléance, collaborateurs spécialisés) et leurs diplômes doivent être énumérés. • Les ressources nécessaires et disponibles de l'organe chargé des travaux préparatoires pour le projet doivent être indiquées en pourcentage du temps de travail et garanties contractuellement lors de l'attribution du mandat. 	Citer les personnes

E_03	Assurance qualité : Preuve d'une assurance-qualité (certification ISO ou système adéquat).	Certificat ou justificatif du système
E_04	Langue : Le soumissionnaire garantit que la communication entre lui, l'adjudicateur et le géomètre conservateur peut se faire intégralement en allemand ou en français.	oui / non
E_05	Personne morale : Le soumissionnaire est soit une personne morale au sens du Code suisse des obligations soit une communauté de soumissionnaires. Justificatif au moyen d'un : <ul style="list-style-type: none"> • extrait du registre du commerce 	Justificatif
E_06	Déclaration spontanée : Le soumissionnaire observe les conditions et les charges figurant dans le formulaire « Déclaration spontanée / confirmation des soumissionnaires ».	Remplir le formulaire
E_07	Capacités financières La Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (TTE) du canton de Berne exige, outre le formulaire « Déclaration spontanée » dûment rempli, les attestations suivantes : <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>attestation de l'organe de révision sur le respect des conditions de travail usuelles du lieu et de la branche (p. ex. justificatif de l'association IGS) ;</i> 2. <i>attestation du paiement des impôts dans les délais délivrée par les autorités fiscales ;</i> 3. <i>attestation du paiement de la TVA dans les délais délivrée par l'autorité compétente en matière de TVA ;</i> 4. <i>attestation du paiement des cotisations AVS, AI, APG et AC délivrée par la caisse de pension AVS ;</i> 5. <i>attestation du paiement de la cotisation LPP des employés délivrée par la caisse de pension ;</i> 6. <i>attestation de la (non-)existence de poursuites et de l'état des éventuelles procédures de faillite délivrée par les autorités compétentes en matière de faillite ;</i> 7. <i>attestation de la SUVA (ou une autre compagnie d'assurance) concernant le paiement des primes de l'assurance contre les accidents professionnels et de celles de l'assurance contre les accidents non professionnels ;</i> 8. <i>attestation de l'Assurance d'indemnités journalières en cas de maladie.</i> <p>Les attestations ne doivent pas dater de plus d'une année.</p>	Justificatif

5.3 Critères d'adjudication

Si le soumissionnaire remplit les critères de participation et les critères d'aptitude, son offre est examinée en détail. L'évaluation est effectuée selon le tableau ci-après, qui indique la pondération pour chaque critère.

N°	Critère	Pondération
Z_10	Prix	70%
Z_11	Frais et indemnités : <ul style="list-style-type: none"> Les Tprép sont proposés sous forme de forfait. Acomptes possibles selon accord. Retenue de garantie de dix pour cent 	Points pondérés selon formule figurant au point 5.3.4
Z_20	Procédure technique	20%
Z_21	Assurance qualité technique : <ul style="list-style-type: none"> Comment le respect des exigences de qualité est-il garanti ? Quels sont les contrôles effectués ? Comment s'effectue l'établissement des modèles de documents nécessaires (vérification et livraison des Tprép par commune) ? 	Points : De 1 à 4, par 0,5 point
Z_30	Organisation du projet	10%
Z_31	Assurance qualité déroulement du projet : <ul style="list-style-type: none"> Comment le déroulement du projet dans les délais est-il assuré ? Quels sont les contrôles prévus pour vérifier l'avancement du projet ? Qui règle la coordination entre l'organe chargé de la vérification et l'adjudicateur (OIG) ? 	Points : De 1 à 4, par 0,5 point
Z_32	Calendrier : <ul style="list-style-type: none"> Le calendrier doit être joint en annexe 	Points : De 1 à 4, par 0,5 point

5.3.1 Matrice des points

La pondération des critères d'adjudication est fixée comme suit :

Critère principal	Pondération	Points maximum	Facteur de pondération	Points pondérés
Z_10	70%	4	17.50	70.0
Z_20	20%	4	5.00	20.0
Z_30	10%	8	1.25	10.0
TOTAL	100%	16		100.0

5.3.2 Evaluation des offres

L'offre la plus avantageuse économiquement obtient le marché. Le classement des offres se base sur le nombre de points obtenus, le prix proposé et les critères d'adjudication.

5.3.3 Conditions de participation et critères d'aptitude

Il s'agit de critères OBLIGATOIRES. Si un de ces critères n'est pas rempli, l'offre n'est pas examinée plus avant (exclusion).

5.3.4 Prix

Les points attribués pour le prix d'une offre se basent exclusivement sur le prix brut offert. Ce dernier comprend tous les coûts et les frais liés à la fourniture de la prestation, y compris la taxe sur la valeur ajoutée.

Le prix de l'offre compte à raison de 70 pour cent dans l'évaluation globale (voir chapitre 5.3).

Le nombre de points maximum pouvant être obtenus avec tous les critères évaluable est de 4.

La conversion du prix en points est linéaire et entre dans le calcul sous la forme d'un nombre placé après la virgule. L'offre la plus basse restée en lice devient la référence et hérite de la note 4. La note des autres offres se détermine par la différence de prix avec l'offre de référence : elle baisse de 1 point par tranche de 25% de différence ; à partir de 75% de différence avec l'offre de référence, toutes les offres reçoivent la note 1 sur le critère du prix.

5.3.5 Autres critères d'adjudication

L'évaluation des autres critères se base sur les questions formulées dans les documents de soumission. Chaque question obtient entre 1 et 4 points, la notation s'effectuant par demi-point. L'évaluation va de 1 (insuffisant) à 4 (très bien).

Les informations manquantes ou incomplètes joueront en défaveur du soumissionnaire.

Les sous-critères (p. ex. Z_31, Z_32) du critère principal (p. ex. Z_30) ont la même pondération.

6 Annexe

6.1 Modèle d'offre Tprép, MPD-étape 2019

Le modèle d'offre et les documents à joindre (voir chap.6.2 et 6.3) doivent être dûment complétés et respecter la structure imposée.

6.2 Déclaration spontanée et pièces justificatives

Voir le [formulaire de déclaration spontanée](#) en ligne.

6.3 Tableau des prix

Les travaux préparatoires sont proposés au prix forfaitaire suivant :

<i>Travaux préparatoires MPD2019 (forfaitaire)</i>	<i>Total CHF</i>
Total sans TVA	
Total incl. TVA 7.70%	CHF 0.00